Guerre(s) au Luxembourg

1914 1918

Krieg(e) in Luxemburg

CAPYBARA BOOKS

Sommaire / Inhalt

6 Introduction

9 Les historiens luxembourgeois monomaniaques ?
Histoires de la Première Guerre mondiale au Luxembourg
Benoît Majerus

17 « Il subsiste un certain flou concernant les événements de l'époque… »
Paul Eyschen et la Première Guerre mondiale
Denis Scuto

33 Zerstörte Postkartenidylle
Die Darstellung von Kriegsschäden auf Luxemburger Ansichtskarten
Sandra Camarda

45 Une guerre secrète et oubliée
Les « résistants » luxembourgeois face à l'occupant
Emmanuel Debruyne

57 À l'ombre de la Grande Guerre, fin et début d'un monde politique
Jean Schortgen, le premier ouvrier élu à la Chambre des Députés
Ben Fayot

69 Eiter, Blut, Liebesgaben
Krieg und Frieden im Anzeigenteil der Luxemburger Zeitungen
André Linden

81 Transition ou asphyxie ?
L'économie luxembourgeoise à l'épreuve de la Première Guerre mondiale
Gérald Arboit

91 Der Soldat und das Mädchen
In dem Roman *Das hübsche Mädchen von Kayl* beschreibt Erich Urban die Besatzungszeit aus der Sicht eines Deutschen
Josiane Weber

103 Politique du flou et « dérapages »
La censure de la presse durant la période d'occupation allemande
Stéphanie Kovacs

115 « Unser täglich Brot »
Le ravitaillement en nourriture durant la Première Guerre mondiale au Luxembourg
Charles Roemer

127 Curriculum unter Beschuss?
Luxemburger Schulreformen im Kontext des Ersten Weltkriegs
Catherina Schreiber, Matias Gardin, Daniel Tröhler

139 Wüste Orgien im Großherzogtum?
Prostitution in Luxemburg zur Zeit des Ersten Weltkriegs
Sam Klein

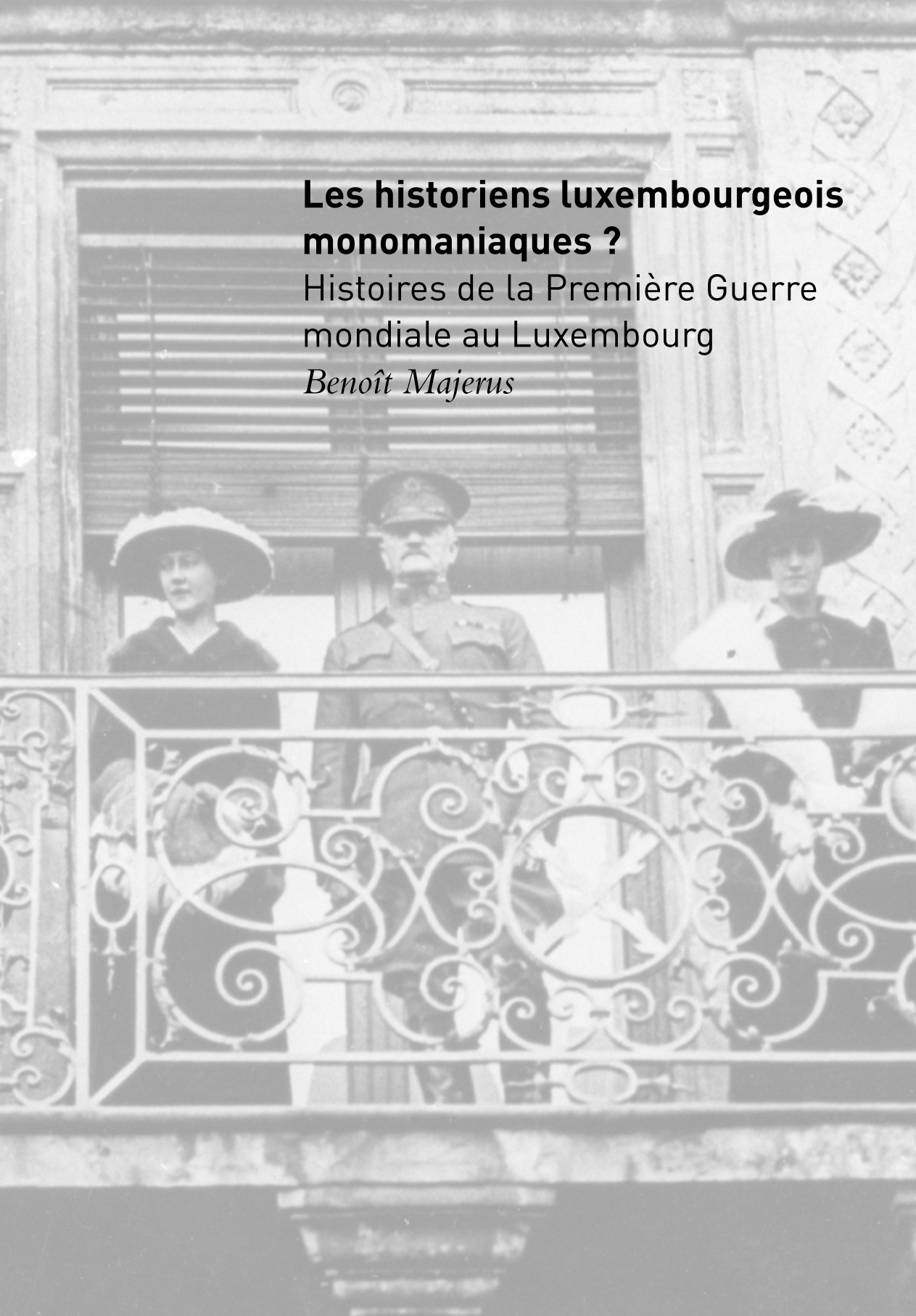
149 Les Luxembourgeois dans la Légion Étrangère durant la Première Guerre mondiale
La construction d'un mythe national
Arnaud Sauer

163 Eine Geburt des Krieges
Das Luxemburger Rote Kreuz
Gaby Sonnabend

175 Divertissement et propagande
Le cinéma pendant l'occupation
Paul Lesch

187 Schwarzschlachtungen und heimlich gehortete Kartoffeln
Die Situation der Luxemburger Landwirtschaft im Ersten Weltkrieg
Dominik Trauth

197 Les auteurs / Die Autoren



Les historiens luxembourgeois monomaniaques ?

Histoires de la Première Guerre mondiale au Luxembourg

Benoît Majerus

D'un point de vue historiographique, la Première Guerre mondiale appelée communément « la Grande Guerre » est plutôt une petite guerre au Luxembourg, et ce à deux niveaux. Elle est d'abord à l'ombre de la Deuxième Guerre mondiale qui s'est rapidement imposée en tant que matrice mémorielle et historiographique pour donner sens au 20e siècle. Ensuite, les années de guerre sont généralement présentées comme un simple prélude aux bouleversements qui touchent la vie sociale et politique au Luxembourg dans l'immédiat après-guerre.

L'introduction du suffrage universel (1919), la question grand-ducale et le choix des Luxembourgeois pour la monarchie, la naissance des syndicats occupent le devant de la scène. Cette double mise à l'écart s'observe dans la recherche proprement dite où les thématiques non encore abordées sont nombreuses. Elle s'observe également dans les ouvrages plus généraux consacrés à l'histoire du Luxembourg. La Première Guerre mondiale y occupe une portion congrue. Si cette approche a eu des conséquences heureuses – notamment par le décloisonnement chronologique qui ne limitait pas la guerre aux années 1914-1918 – elle a en même temps détourné le regard de la guerre proprement dite. En se focalisant essentiellement sur les *Histoire du Luxembourg* qui ont été publiées depuis 1918, cet article propose un parcours à travers les différents récits qui existent sur ces quatre années d'occupation.

Défendre Marie-Adélaïde

Comme dans les autres pays, « la première écriture de l'histoire de la guerre est contemporaine, ou presque, des événements »[1]. Plusieurs livres paraissent entre 1914 et 1918 qui racontent l'expérience de l'occupation. L'ingénieur et écrivain Alfons Ennesch publie en 1916 une petite brochure en Allemagne dans laquelle il défend l'action du gouvernement sans pour autant s'attaquer à l'Allemagne. Il s'agit en fait d'un plaidoyer timoré pour que le Luxembourg puisse garder une sorte d'autonomie à la fin de la guerre, en cas de victoire de l'Entente. Dans les quelques ouvrages publiés par les Alliés, une toute autre histoire apparaît. Le Français André Weiss, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, utilise les événements des premiers mois de l'occupation luxembourgeoise pour démontrer dans un petit ouvrage publié en 1915 par Armand Colin que l'Allemagne n'a pas respecté le droit international. En 1916, Frédéric Van den Steen de Jehay, ministre résident de Belgique à Luxembourg avant la guerre, s'attaque dans un livre paru à Paris plus directement à l'attitude des élites politiques luxembourgeoises. Tout en épargnant Marie-Adélaïde, il reproche entre autres à Eyschen un manque de courage. Sans plaider ouvertement pour l'annexion du Luxembourg à la Belgique, l'auteur pose clairement la question de la légitimité de ce pays dont les autorités politiques se sont montrées très timorées pour défendre l'indépendance nationale.

En été 1918, au moment où la guerre entre dans sa phase décisive, Arthur Herchen publie la première version de son influent *Manuel d'histoire nationale*. Si dans cette première version, la guerre n'est pas explicitement présente – l'auteur termine son récit avec la prestation de serment de Marie-Adélaïde en 1912 – un court épilogue annonce sa narration à venir : « C'est dans le mutuel attachement du chef de l'État et du peuple, dans leur

La Grande-Duchesse Marie-Adélaïde en 1917

confiance réciproque et dans leur collaboration commune, que résident le bonheur et l'avenir d'une nation [...] le peuple luxembourgeois, dans les tragiques complications et les angoisses de l'heure présente, ressent plus que jamais le besoin de se serrer étroitement autour du trône, […] il espère comme elle qu'avec l'aide de Dieu sa chère petite patrie, qui a subi les vicissitudes les plus diverses et les bouleversements les plus imprévus durant son existence politique dix fois séculaire, sortira, une fois encore, sain et sauf de l'épouvantable cataclysme qui, depuis près de quatre ans, ébranle toute l'Europe jusque dans ses fondements » (p. 154).

Vu sa proximité avec la cour grand-ducale, Herchen ayant été le précepteur de la future Grande-Duchesse Marie-Adélaïde et ayant été reçu à plusieurs reprises à la cour pendant la guerre, il n'est pas étonnant qu'il va se distinguer comme un de ses plus ardents défenseurs. Dans la deuxième édition de son *Manuel*, publié en 1929, il reprend une argumentation qu'il avait déjà formulée dans une introduction géographique et historique publiée en 1925[2] et qui se résume en trois points : le pays ayant été occupé par des troupes allemandes toutes puissantes, les autorités grand-ducales et politiques ne pouvaient pas faire preuve

de résistance ; ce sont les partis politiques et leurs conflits qui ont amené le pays au bord du gouffre, notamment en affaiblissant la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, garante de l'indépendance luxembourgeoise ; et c'est en « s'offrant elle-même en holocauste à la Patrie » (p. 167) que Marie-Adélaïde par sa démission et son départ à l'étranger sauve le Luxembourg qui risquait de tomber dans le giron de la France ou de la Belgique. Après la mort de Herchen en 1931, le *Manuel* est repris par un autre historien catholique, Nicolas Margue. S'il s'efforce de rendre le livre plus « scientifique » en augmentant le nombre de notes et de pages et en proposant une bibliographie plus détaillée, il reste néanmoins sur les traces de son prédécesseur et mentor en ce qui concerne le récit sur la Première Guerre mondiale. D'ailleurs, du côté de la presse catholique, cette troisième édition de l'ouvrage est justement accueillie d'une manière bienveillante pour la défense de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde et de l'action des autorités pendant l'occupation[3].

Changements du récit dominant

En 1939, le monopole du *Manuel* comme seul récit national sur le marché éditorial est ébranlé par un jeune juriste : Paul Weber. Plutôt situé à gauche sur l'échiquier politique luxembourgeois, il sort une *Histoire du Grand-Duché de Luxembourg* qui change par de nombreux aspects le récit jusque-là dominant. Paul Weber décrit une partie de la population luxembourgeoise comme s'opposant à l'occupant que ce soient les légionnaires luxembourgeois dans l'armée française, des résistants comme Marcel Noppeney ou en relevant l'existence de services de renseignements au Luxembourg. L'argument selon lequel la coopération avec un occupant tout puissant était inévitable ne tient évidemment plus dans une telle optique. Deuxième changement, moins radical, la description du rôle de Marie-Adélaïde. Il ne la condamne pas explicitement[4], mais explique davantage les raisons qui ont pu donner lieu à un climat de tensions. Finalement, les mouvements révolutionnaires de 1918 et 1919 ne sont pas directement condamnés. Ainsi si Herchen utilise le terme de « révolution communiste » pour intituler les remous de novembre 1918, Weber parle de « révolution sociale » (p. 94).

Après 1945, la Deuxième Guerre mondiale va dominer l'espace mémoriel et historiographique, pour autant que les historiens luxembourgeois osent s'aventurer dans les méandres de l'époque contemporaine. Le précité *Manuel* qui comptera encore cinq éditions entre 1945 et 1972 restera fidèle au message initial porté par Arthur Herchen. Certes les auteurs ne se limitent plus à une simple histoire politique mais intègrent quelques éléments d'histoire sociale mais le gros de cette histoire de la Grande Guerre est consacrée à l'immédiat après-guerre où les formulations de Herchen sont souvent reprises telles quelles. Le développement des partis politiques n'est plus présenté comme une évolution regrettable mais Marie-Adélaïde continue à être présentée comme une victime.

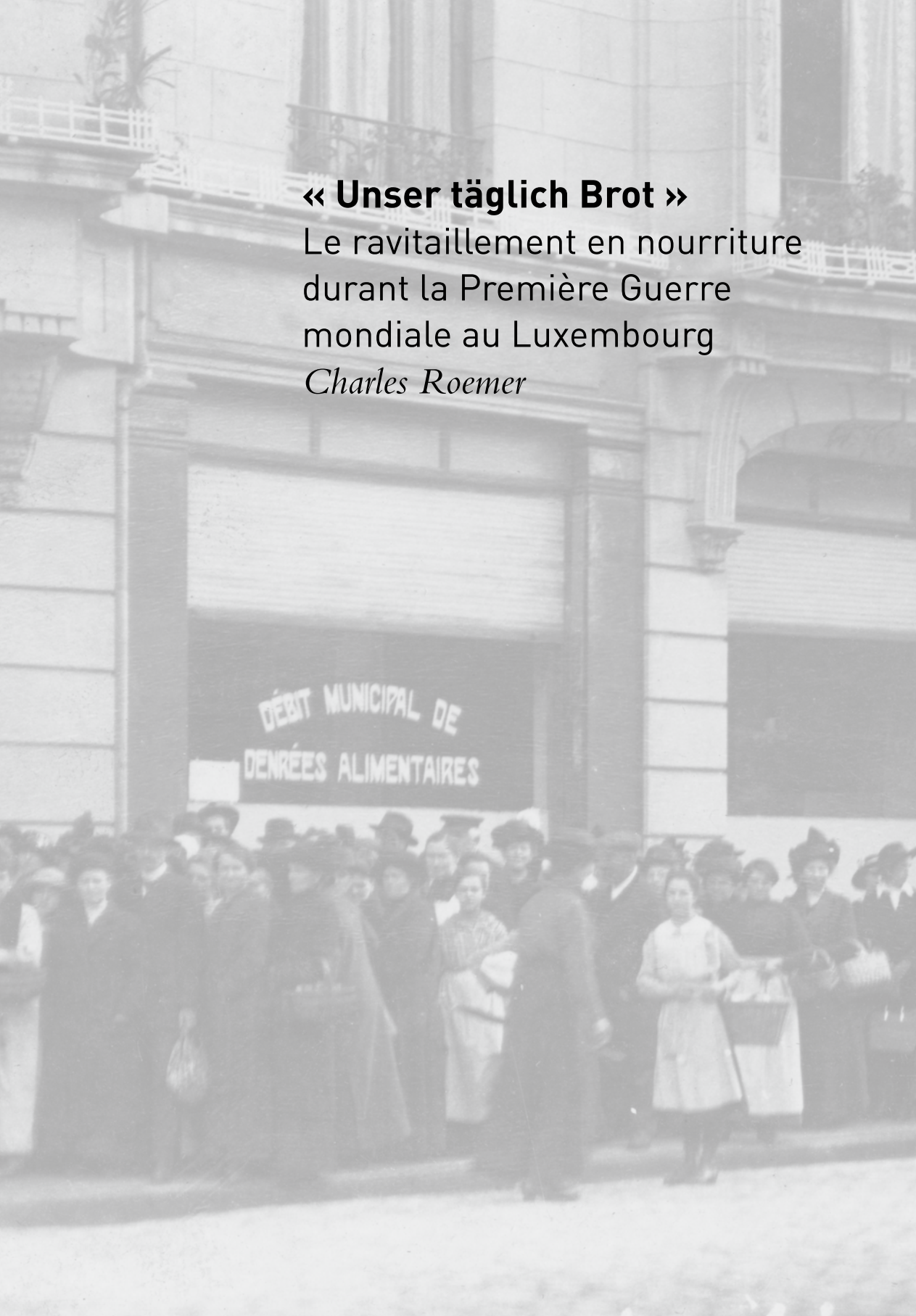
Contrairement à d'autres pays où l'historiographie a été partiellement renouvelée grâce à des intervenants venant de l'extérieur, peu d'historiens étrangers se sont intéressés à cette période de l'histoire luxembourgeoise. Le projet lancé par la Dotation Carnegie dans l'entre-deux-guerres qui rassemblera 150 volumes sur une quinzaine de pays[5], ne consacre aucun ouvrage au Luxembourg. Même l'historiographie allemande est peu prolixe sur ces années. Tout de suite après la guerre, le juriste Wolfgang Mettgenberg qui semble avoir occupé une fonction dans l'administration du Luxembourg entre 1914-18, livre une justification *a posteriori*. Le Luxembourg y est décrit comme un pays culturellement allemand ayant bénéficié économiquement de son intégration dans le Zollverein[6]. Ses deux articles s'inscrivent dans une littérature grandissante qui vise à récuser les accusations comme quoi l'Allemagne aurait été la principale responsable de la Première Guerre mondiale et aurait agi contre le droit international. Mais dans le contexte plus large de cette

« guerre des mots », le Luxembourg ne joue pas un rôle très important. La « Westforschung » des années 1930 s'intéressera surtout à des périodes plus anciennes de l'histoire luxembourgeoise[7]. Si l'occupant allemand réécrit des parties de l'histoire nationale pendant les années 1940-45[8], la Première Guerre mondiale n'en fait pas partie. Et lors de la controverse de Fischer dans les années 1960 qui porte sur la responsabilité de l'Allemagne impériale dans le déclenchement de la Grande Guerre, le Luxembourg ne joue pas un rôle important dans l'argumentaire des adeptes et des adversaires des thèses de l'historien allemand Fritz Fischer. Et si l'occupation est devenue aujourd'hui un sujet en vogue dans l'historiographie allemande de la Première Guerre mondiale, celle du Luxembourg n'a pas encore attiré l'attention.

Ouvertures historiographiques

C'est donc de l'intérieur du pays que viendra le changement. Avec la publication d'une des premières histoires économiques du Luxembourg en 1950, Paul Weber va considérablement élargir la focale historiographique. Non sans relents antisémites[9], le récit du juriste se résume par un bilan très noir pour l'économie luxembourgeoise. Les quatre années de guerre apparaissent comme un moment où la vie économique ralentit très fortement. La question d'une éventuelle coopération avec les efforts industriels de guerre allemands n'est pas abordée. Mais cette première tentative restera longtemps sans véritable écho.

Ce n'est qu'à partir des années 1970, que d'autres récits vont devenir audibles. D'abord dans un article imposant et inégalé jusqu'à aujourd'hui Gilbert Trausch va remettre l'histoire sociale sur le devant de la scène historiographique[10]. À partir d'un travail archivistique conséquent, Trausch écrit une histoire politique des mouvements sociaux luxembourgeois et notamment des syndicats qui naissent durant cette période. C'est la première fois que la guerre apparaît comme un moment qui bouleverse profondément les équilibres de la société libérale du 19e siècle. L'importance de l'État notamment dans la gestion des relations entre employeurs et employés y trouve son origine. Pour Trausch, ni les représentations ouvrières ni le patronat ne succombent à des solutions extrêmes malgré les difficultés sociales et réussissent à maintenir un certain dialogue social. Pour l'auteur, le Luxembourg sort finalement « assagi » de cette guerre qui se prolonge sur le terrain de la politique intérieure jusqu'en 1921. Il en tire la conclusion que pour le Luxembourg « la seule solution valable se trouve dans la voie de la négociation et du compromis » (p. 116). Cette volonté d'inscrire la Première Guerre mondiale dans l'histoire sociale est également perceptible dans ce même ouvrage et qui vise à remplacer le *Manuel* de Herchen. Certes le nouveau manuel scolaire composé de quatre volumes est également écrit par des historiens issus du milieu catholique mais un autre regard s'impose. Dans la partie consacrée à la Première Guerre mondiale, écrite par Gilbert Trausch, les traditionnelles questions autour de la Grande-Duchesse sont présentes mais la question sociale est également abordée. Trausch choisit comme seule illustration de cette partie une photo qui montre une cuisine populaire en 1915. Sans condamner la position du gouvernement et de la Grande-Duchesse il souligne que l'option politique poursuivie, qualifiée « d'accommodements », « joue essentiellement en faveur de l'Allemagne »[11]. Par la suite, l'histoire sociale disparaîtra de son récit. Dans son *Histoire du Luxembourg* de 2002, le mot « ravitaillement » n'apparaît plus. Par contre, son regard devient plus critique par rapport aux autorités politiques. Il parle de « compromissions » et s'il défend la Grande-Duchesse du reproche d'une trop grande germanophilie, il qualifie sa politique de « rétrograde en exerçant plus strictement les prérogatives que la Constitution de 1868 lui accorde »[12]. Trois ans plus tard, il publie un article qui rappelle celui de 1974 par l'envergure mais qui montre également son déplacement d'intérêt : l'histoire sociale en 1974, l'histoire politique et diplomatique en



« Unser täglich Brot »

Le ravitaillement en nourriture durant la Première Guerre mondiale au Luxembourg

Charles Roemer

Malgré son statut de pays neutre, le Luxembourg subit toutes les conséquences de la « guerre des vivres » qui fut l'une des caractéristiques majeures de la Première Guerre mondiale. Pour la population, le prix des aliments fut souvent plus préoccupant que les nouvelles du front. La crise du ravitaillement constitue ainsi une clé d'accès indispensable pour l'analyse de l'expérience de guerre de la population luxembourgeoise.

Avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, la situation du ravitaillement de la population n'est guère préoccupante au Luxembourg. Malgré une baisse continuelle de la production céréalière – liée à une diminution des surfaces cultivables suite à une réorientation de la politique agricole vers l'élevage – le pays dispose d'importants stocks de céréales dus surtout aux importations. Ceci implique cependant que le Luxembourg n'est pas capable de vivre en autarcie : il ne peut subvenir à la totalité de ses besoins alimentaires. Il est obligé d'importer de grandes quantités de céréales, surtout du froment[1].

Les conséquences directes de la guerre

Au début des hostilités, les autorités luxembourgeoises s'attendent à une guerre courte, comme ce fut le cas lors de la guerre franco-prussienne de 1870. Les stocks de vivres étant bien remplis, ils n'hésitent par ailleurs pas à envoyer des quantités importantes d'aliments pour venir en aide aux populations de la région française des environs de Longwy et de la province du Luxembourg belge[2]. Or, au fur et à mesure que les hostilités se prolongent, l'isolement du pays, la baisse continue de la production céréalière ainsi que la présence militaire allemande (en moyenne 4500 à 5500 soldats) créent une situation de grande pénurie[3]. Si la flambée des prix d'août 1914 s'estompe rapidement, la prolongation inattendue de la guerre entraîne une hausse durable des prix des produits alimentaires. Dès l'été 1915, cette hausse prend des proportions inquiétantes. En un an, le prix du pain et des pommes de terre a pratiquement doublé, celui des haricots, des pois et des lentilles a carrément triplé[4].

Cette explosion des prix couplé à l'instauration de prix maxima constituera un terreau fertile pour le développement du marché noir qui ne fera qu'accentuer la crise. L'évolution de la criminalité sera aussi une conséquence directe de la crise du ravitaillement. On constate ainsi qu'en 1916 et en 1917, à Bettembourg, plus de 90 % des notices dans les carnets de police concernent des délits de vol de nourriture, de maraudage ou de dommages occasionnés dans les champs[5]. Pour réagir à cette évolution, des milices vont se constituer dans plusieurs villes du pays afin de surveiller les maisons, les champs et même les frontières du pays[6]. Au niveau de la société civile, on va assister localement à la création d'associations de consommateurs destinées à lutter contre les hausses de prix. Ces « Konsumentenschutzvereine » fonctionnent de la même manière que les coopératives qui existaient déjà avant la guerre et réunissent généralement les personnes selon leur localité ou leur métier[7].

Les mesures gouvernementales

Le gouvernement tente lui aussi de remédier à la crise alimentaire en prenant une série de mesures : confiscation d'une partie des récoltes par l'État, fixation des prix maxima pour les produits de première nécessité, rationnement des vivres (via l'introduction de cartes à pain et de viande) et interdiction de les exporter. La plupart de ces mesures sont

Manque d'aliments et de nourriture : la « guerre des vivres » à également touché la population luxembourgeoise, malgré le statut neutre du pays

appliquées via la « Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale » créée en avril 1915. Le gouvernement réagit ainsi à la demande de plusieurs bourgmestres locaux qui se voient dans l'incapacité de réagir efficacement à la pénurie alimentaire[8]. Mais ces mesures, malgré les peines sévères prévues en cas de non-respect, ne produisent pas l'effet escompté. Ceci s'explique notamment par le fait que l'État, faute d'effectifs, n'a aucune possibilité de faire appliquer efficacement ces mesures[9].

La responsabilité de la désorganisation du ravitaillement incombe également en grande partie à l'occupant allemand. Non seulement les militaires consomment une partie importante des provisions disponibles, mais ils parcourent également sans cesse la campagne achetant toute sorte d'aliments pour les expédier ensuite vers l'Allemagne[10]. C'est ainsi que Victor Thorn, chef du gouvernement luxembourgeois, exprime son désarroi face au ministre allemand au Luxembourg, Von Buch : « Der Ankauf von Lebensmitteln, besonders von Speck, Butter, Eiern und Erbsen durch deutsche Landsturmleute erstreckt sich über alle Teile des Landes. […] Es handelt sich des öfteren um einen regelrechten geschäftsmäßigen Ankauf und Absatz derartiger Lebensmittel, verbunden mit geheimen Sammelstellen diesseits und dergleichen Vertriebsstellen jenseits der Grenze. »[11] Le développement du marché noir aggrave encore la situation.

Dans une première phase (1914-1915), le gouvernement tente alors de se tourner vers des pays neutres pour s'approvisionner en nourriture. Le gouvernement Eyschen entreprend des démarches diplomatiques auprès de plusieurs pays (Pays-Bas, Suisse, Roumanie) qui, dans un premier temps, sont couronnées de succès. Très vite, les intérêts luxembourgeois vont cependant entrer en collision avec ceux de l'Allemagne. Voyant d'un mauvais œil les tentatives d'approvisionnement du Grand-Duché qui font augmenter le prix des marchandises, l'Allemagne va empêcher les marchandises destinées au Luxembourg de transiter par leur

territoire. Voici les raisons que le gouvernement allemand invoque pour justifier cette décision : « Deutschland hat in neutralen Ländern Verkäufe abgeschlossen, die nicht eingehalten werden, weil andere, Neutrale und sonstige kommen und durch Anbieten höherer Preise erreichen, daß die gekauften Waren nicht geliefert werden. Indem wir nun den Transit für durch Andere angekaufte Waren verweigern, […] verhindern wir dadurch die uns schädigende Preistreiberei durch Ausschalten der Konkurrenz […] Durch die Transitverweigerung schalten wir die Käufer aus und sichern uns dadurch die Waren in den neutralen Ländern. »[12] L'Allemagne veut amener le Luxembourg à passer, pour ses achats à l'étranger, par l'organisme central allemand et ainsi écarter toute concurrence importune sur le marché des pays neutres[13].

Parallèlement, le gouvernement luxembourgeois avait fait appel aux États-Unis pour bénéficier de l'aide de la Commission for Relief in Belgium (Hoover Commission). La diplomatie grand-ducale va cependant se heurter à la résistance de la Grande-Bretagne, alors même que les États-Unis et l'Allemagne ne faisaient pas d'objection. Estimant que le Luxembourg est un pays occupé par l'ennemi, il incombe, selon les conventions internationales, à l'occupant de s'occuper de son sort. Invoquant l'appartenance du Grand-Duché au Zollverein et les livraisons d'acier à l'Allemagne, la Grande-Bretagne refuse catégoriquement de céder sur la question et sabote tous les efforts de la diplomatie luxembourgeoise en vue d'un tel approvisionnement par les États-Unis[14].

Coincé entre le refus britannique de voir le Luxembourg approvisionné par la Commission for Relief et le refus allemand de laisser transiter les marchandises achetées dans les pays neutres, le Luxembourg se retrouve totalement isolé sur le plan alimentaire et le gouvernement est obligé d'accepter les conditions de l'Allemagne en termes d'approvisionnement. Confronté à nouveau à une mauvaise récolte en 1916, il devient clair que seule une entente avec l'Allemagne peut sauver le pays de la famine. Le 3 novembre 1916, le gouvernement luxembourgeois signe à Berlin les « accords secrets » qui équivalent en réalité pour le Luxembourg à une capitulation sans conditions[15]. Par ces accords,

1er octobre 1916 : la foule se manifeste pour une amélioration de la situation alimentaire

le Luxembourg renonce à acheter lui-même des vivres auprès des pays neutres. L'Allemagne s'engage en revanche à se charger elle-même du ravitaillement du Luxembourg à un niveau (quantités et qualité) équivalent à celui de la population allemande. Cet accord place le Luxembourg dans une situation de dépendance totale envers l'Allemagne et le ravitaillement devient ainsi un moyen de pression efficace pour cette dernière. Berlin peut à tout moment décider d'augmenter ou de diminuer le volume des livraisons. Le Luxembourg se trouve désormais à la merci du bon vouloir du gouvernement allemand et la population est pour ainsi dire devenue « l'otage de l'Occupant »[16]. Il en est ainsi en 1917 lorsque des livraisons de denrées alimentaires supplémentaires en provenance de l'Allemagne sont livrées à condition que le gouvernement luxembourgeois procède à des restrictions dans le domaine de la législation sociale dans les usines, comme la réduction de la durée de journée de repos hebdomadaire[17].

La crise du ravitaillement dans le quotidien de la population

Les problèmes de ravitaillement et la pénurie alimentaire qui s'ensuit ont avant tout des conséquences importantes sur les habitudes de consommation des Luxembourgeois. Au fur et à mesure que les stocks de vivres diminuent et que les prix augmentent, les rations alimentaires diminuent. Avec les mauvaises récoltes d'avoine et de pommes de terre en 1916, la situation se détériore encore et la consommation journalière de calories prend des proportions inquiétantes.

Les gens mangent non seulement moins durant les années de guerre, mais encore mangent-ils moins bien. La malnutrition devient un problème sérieux pour la population. Toute une série de produits de substitution apparaissent afin de remplacer ceux qui commencent à manquer. À court de farine, le pain est de plus en plus souvent produit à base d'avoine ou de fécule de pomme de terre et la qualité du « pain de guerre »[18] se dégrade au même rythme

Corvée quotidienne : des soldats allemands préparant leur repas

que les rations diminuent : « Das Brot, das wir […] essen, ist eher ein Abführmittel als ein Nahrungsmittel. Hungrig sind alle. Darum beißt man mit Zaudern und Schaudern in das undefinierbare Gebäck. Doch nicht allzulange dauert es bis auch der widerstandsfähigste Mensch ein Reizen und Zwacken im Magen verspürt. »[19] Des produits qui, avant la guerre, n'étaient guère appréciés par la population constituent tout à coup un élément essentiel de l'alimentation quotidienne d'une large partie de la population[20]. À partir de 1916, les pommes de terre – qui, avant la guerre étaient encore considérés comme « symbole du paupérisme » – deviennent pratiquement hors de prix, notamment pour la population ouvrière[21]. Celle-ci doit alors se satisfaire des choux-navets, beaucoup moins appréciés[22]. L'hiver de 1916/1917 restera d'ailleurs connu, tant dans la mémoire allemande que luxembourgeoise, comme le « Kohlrübenwinter »[23]. Afin de permettre à la population de s'adapter à ces nouveaux produits, des livres de recette sont distribués et des cours de cuisine sont proposés aux mères de famille pour apprendre à cuisiner les « repas de guerre » (« Kriegsspeisen »)[24]. Dans ces livres de recette, on explique ainsi comment cuisiner des « Kriegspfannkuchen » à base de fécule de pommes de terre ou encore comment cuisiner les plats traditionnels à base des choux-navets[25]. À côté de ces produits de première nécessité, toute une série de produits de seconde nécessité vont également être